



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 22 NOVEMBRE 2014

Gaz moins cher, Que Choisir repasse les plats

CL 22/11/2011

Après une première campagne couronnée de succès, Que Choisir propose à nouveau aux clients de se grouper pour se chauffer au gaz moins cher. Les inscriptions sont ouvertes.

Julien PRIGENT
j.prigent@charentelibre.fr

7 1 000 Français parmi lesquels 668 Charentais avaient sauté sur l'occasion l'an dernier. La première campagne «Gaz moins cher ensemble» lancée par l'UFC Que Choisir avait connu un beau succès. Selon les calculs de l'association de consommateurs, les Charentais qui y ont souscrit (quarante communes charentaises disposent du gaz de ville) ont économisé en moyenne 198 euros sur leur facture de gaz. Alors Que Choisir remet ça cette année. Le principe est simple: l'association va démarcher l'ensemble des opérateurs sur le marché du gaz en exigeant que ceux-ci proposent un tarif inférieur de 12% à celui du tarif réglementé (c'est-à-dire de base) du kilowatt/heure de janvier. Parallèlement, elle invite un maximum de personnes à s'inscrire au programme gaz moins cher.

12 % moins cher que le tarif réglementé

«Plus il y aura d'inscrits, plus nous pourrons négocier un tarif intéressant», plaident Jean-Luc Girault et Daniel Goursaud, de l'UFC Que Choisir Charente. L'an passé, l'opérateur belge Lampiris avait ainsi remporté l'appel d'offres et proposé des tarifs inférieurs de 15,5% au tarif réglementé. Moins 15,5% l'an passé, moins 12% cette année. Pourquoi cette différence?



Pour Jean-Luc Girault et Daniel Goursaud, il est important de s'attaquer au «quasi-monopole de Gaz de France.»

Photo CL

«Parce que le prix du gaz [et donc le tarif réglementé, NDLR] a baissé par rapport à l'an passé.» Cette action, c'est aussi pour Que Choisir l'occasion de repartir en guerre contre le «quasi-monopole de GDF Suez». Bien que le marché soit libéralisé, l'opérateur historique est en effet très largement leader; 85% des 10,6 millions de foyers français se chauffant au gaz

sont en effet clients de GDF Suez. «Mais des opérateurs alternatifs existent», insistent les membres de Que Choisir. Et bon nombre d'entre eux affichent des tarifs plus intéressants que leur principal concurrent. «On veut faire comprendre aux gens qu'ils peuvent aisément changer de fournisseur. C'est une opération d'une grande simplicité: votre nouveau fournis-

seur de gaz se chargera des démarches auprès de l'ancien. Personne n'aura à se déplacer chez les nouveaux clients», détaillent Jean-Luc Girault et Daniel Goursaud. «On nous demande souvent s'il y aura des changements de tuyaux. Il faut rassurer les gens: ce n'est pas du tout le cas! Le réseau est celui de GRDF (qui n'est pas la même entreprise que GDF Suez) et il est le même pour tout le monde.»

Concrètement, les personnes in-

»
On veut faire comprendre aux gens qu'ils peuvent aisément changer de fournisseur. C'est une opération d'une grande simplicité.

téressées par l'opération «Gaz moins cher ensemble» ont jusqu'au 20 janvier pour s'inscrire en quelques clics sur un site internet (1). Pour ceux qui préfèrent le téléphone, une ligne directe existe aussi.

Le 20 janvier, l'offre lauréate sera annoncée. À compter de cette date, les consommateurs seront invités à valider leur inscription. «À la différence de l'an passé, une partici-

GDF Suez doit communiquer ses fichiers

Si vous êtes clients de GDF Suez, vous avez peut-être déjà reçu ce courrier dans votre boîte aux lettres. Votre fournisseur de gaz vous y informe qu'il est tenu de transmettre ses données clients à la concurrence, à moins que vous ne vous y opposiez. GDF a d'ailleurs pris soin de joindre à ce courrier un coupon à remplir stipulant que le client s'oppose à ce que les données relatives à [son contrat (...)] soient transmises à des fins de prospection commerciales. Pourquoi ce courrier? Parce que l'autorité de la concurrence estime que la concurrence libre et non faussée n'est pas franchement garantie. Pour rogner ce statut d'ultra-dominant de GDF, elle exige donc que les coordonnées des clients soient communiquées aux concurrents. Ce qui permettra à ces derniers de lancer les démarchages. Une bonne nouvelle? Chez Que Choisir, on se montre satisfait et sceptique à la fois. Selon l'association de consommateurs, les clients acceptant de fournir leurs coordonnées risquent «des campagnes de démarchage agressif».

«pation aux frais de 10 € (5 € pour les adhérents ou abonnés de Que Choisir) sera alors demandée.»

(1) www.gazmoinscherensemble.fr ou 0971 003 030, du lundi au vendredi, de 9h à 17h.

22/11/2014

« Pour moi, l'Europe est une chose évidente »

MANFRED FLÜGGE Le parcours de l'écrivain allemand, prix Jean-Monnet du dialogue européen, incarne l'interaction naturelle entre les cultures. Il en décrypte les rouages

Le prix Jean-Monnet du dialogue européen a été taillé sur mesure pour Manfred Flügge. Né au Danemark d'une mère allemande, il a enseigné la littérature française à Berlin et navigue entre la traduction, l'écriture et la critique littéraire. « Le Bleu des anges », qui lui vaut les lauriers du festival, s'intéresse à la retation entre Thomas Mann et la France. Il participe à deux rencontres aujourd'hui à 14 heures et demain à 15 h 30 avec un sujet central, l'Europe.

« Sud Ouest ». Que représente l'Europe pour vous ?

Manfred Flügge. Pour moi, l'Europe est une chose évidente, depuis que j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire ou à la politique, vers 14 ans. Je ne comprends pas les gens qui luttent contre l'Europe. J'essaie de saisir pourquoi il y a des gens qui s'inquiètent, mais pour moi, ce ne sont que des polémiques. Ce qui fait le charme de l'Europe, ce sont justement ses différences. Si l'Union européenne cherche à abolir les bus à deux étages ou des sortes de fromages, il y a moyen de se défendre.

Et l'idée de littérature européenne ?

La littérature est internationale, elle n'est même pas européenne. Dans une perspective littéraire, cela va de soi que les références ne sont pas issues uniquement de sa propre langue. Goethe, par exemple, lisait des auteurs français, anglais ou italiens. C'est encore plus vrai pour la musique, qui n'a pas besoin de traduction. J'ai d'ailleurs une petite critique à émettre. En France, on fait une trop grande différence entre les auteurs français et étrangers. Ce n'est pas le cas de grands pays littéraires comme l'Allemagne, les Pays-



Totalement bilingue, Manfred Flügge écrit aussi bien en français qu'en allemand. PHOTOS PHILIPPE MENARD

Bas ou la Hongrie. Moi, en tant qu'Allemand qui se met à écrire en français, où doit-on me classer ?

Vous écrivez en français et en allemand, cela change-t-il votre approche ?

Je ne suis pas dans la même pratique, il y a un petit flottement d'identité... Dans l'apprentissage, il y a un phénomène d'identification. C'est pour ça qu'il faut faire attention à l'âge où on apprend. Vers 10-12 ans, on est en pleine construction, surtout les garçons ! Il est préférable de commencer plus tôt, en s'immergeant dans des textes de la vie quotidienne, des médias, des chansons,

des jeux... Quand j'écris, j'essaie d'imaginer le public auquel je m'adresse. Pour « Le Bleu des anges », j'ai écrit deux versions différentes, en français et en allemand.

Comment appréhendez-vous votre « prix du dialogue européen » ?

C'est une belle surprise ! Surtout qu'il a été créé spécialement pour moi. Je le prends comme un encouragement à faire plus.

Vous intervenez lors d'une rencontre sur le thème « Quelle Europe pour demain ? ». Quelle serait votre réponse ?

J'attends de voir ce que disent les autres ! Il faut sortir de la vision actuelle, ne pas perdre de temps à chercher des coupables. La grande chance, après la Deuxième Guerre mondiale, est qu'il y a eu des visionnaires, dont Jean Monnet, qui ont compris qu'il fallait faire l'Europe, ce qui n'avait pas été le cas avec la guerre de 1914-1918. S'il y a des remous aujourd'hui, c'est peut-être parce que l'Europe va trop de soi. C'est une chose acquise, qui a été chèrement payée, par beaucoup de gens. Il n'y a pas d'alternative à ça. Les échanges ont toujours existé.

Recueilli par Philippe Ménard

Le lycée Jean-Monnet se mobilise pour l'Afrique

SOLIDARITÉ
L'établissement a lancé l'opération « Mille cahiers pour le Cameroun »

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

L'idée germeait depuis quelque temps dans la tête de Thierry Cognet, assistant d'éducation au sein du lycée Jean-Monnet, mais elle n'a vraiment pris forme qu'en septembre. Le but, mettre en place une action de solidarité avec l'Afrique.

Pourquoi ce continent ? « Cela aurait pu, en effet, être au Tibet ou n'importe où, mais je connais un peu et j'adore l'Afrique. J'y ai des contacts, cela a permis de faciliter le projet. J'étais parti vers le Tchad, mais mes connaissances m'ont plus orienté vers le Cameroun », indique Thierry Cognet. Et plus précisément vers les écoles d'un quartier de la ville de Bangangte et du village du Balengoo. « Cela, c'est grâce à M^{me} Ouandji, dont la fille était élève au lycée l'an passé. Elle avait été institutrice là-bas. »

L'objectif de base de Thierry Cognet « était de monter un projet avec les élèves et que chacun amène un cahier pour les envoyer vers le Cameroun, d'où le nom de l'opération, "Mille cahiers pour le Cameroun" ». L'idée a d'abord séduit Annick Servaire, professeure d'espagnol, « qui a suggéré d'aller plus loin. Elle est l'autre pilier du projet. Et de fil en aiguille, d'autres professeurs sont venus se rattacher au projet », confie Thierry Cognet.

Voyage en avril

De quoi réjouir assistant d'éducation, qui n'a jamais caché son envie de voir l'ensemble du lycée participer à l'aventure. Et, de fait, « tout le monde s'y est mis, les animateurs culture, la section sportive, les cuisines, l'intendance, qui a fourni 100 bâtons de craie... » Le projet a évolué de son côté, puisque de l'envoi



Thierry Cognet devant une partie de l'exposition présentée cette semaine. PHOTO D. F.

des seuls cahiers, on est passé à celui de lots de fournitures scolaires. « Même si le nom de l'opération est resté le même. Ce sera donc 1 000 lots comprenant une ardoise, un cahier, une gomme, un taille-crayon, 12 crayons de couleurs et quatre stylos bille. C'est le matériel de l'année pour ces enfants du Cameroun. »

Les élèves n'ont, bien évidemment, pas été oubliés dans cette mobilisation. Les Secondes pro commerce et gestion et administration ont été enrôlés pour élaborer la communication autour de l'événement, tout comme les actions de vente pour financer le projet (1). Les élèves d'art visuel ont créé des objets, cartes postales et marque-pages pour ces ventes. « Ce travail rentre tout à fait dans leur programme scolaire. Cela rejoint bien ce que je souhaitais, un projet fédérateur, éducatif et pédagogique », glisse Thierry Cognet. Pour sensibiliser les autres lycéens, différents types

d'animations ont été imaginés. Une exposition sur l'Afrique louée sur Bordeaux, par l'intermédiaire de la documentaliste Marie-Laure Semnont, doublée d'une présentation d'objets d'arts cette semaine. Un repas africain est programmé le mois prochain et en janvier, ce sera au tour de la section sportive de mettre sur pied une rencontre. « Puis en février, une flash mob rassemblant les 900 élèves du lycée sera organisée. »

Huit jours de séjour

Autant d'actions pour agir comme autant de piqûres de rappel sur le but poursuivi par cette initiative et de moyens pour impliquer véritablement les élèves. Les ventes de lots de fournitures scolaires commenceront lundi. « Le principe est de demander aux élèves de les acheter, au prix de 2 euros. Chacun pourra en acheter autant qu'il veut. Et il leur sera demandé de personnaliser

le ou les lots en écrivant un mot ou en dessinant sur deuxième de couverture du cahier », précise Thierry Cognet. À chacun de solliciter la générosité son entourage pour que l'opération réussisse.

C'est au printemps prochain, en avril précisément, que les lots prendront la direction du Cameroun. Accompagnés par Thierry Cognet, Annick Servaire, M^{me} Ouandji et deux élèves des classes de Seconde pro, « si les finances le permettent et si le proviseur donne son accord ».

Un séjour de huit jours, car « nous voulons prendre le temps de rencontrer les enfants des écoles, les gens. Et regarder quel autre type d'aide nous pourrions leur apporter », souligne Thierry Cognet. L'aventure pourrait peut-être connaître des prolongements.

(1) Le Rotary club apporte aussi son soutien à l'opération.

Kader Arif poussé à prendre la porte du gouvernement

50 22/11/2014

POLITIQUE Un soupçon de favoritisme dans une affaire de marchés publics a mené à la démission du secrétaire d'État aux Anciens Combattants

Kader Arif, 55 ans, un fidèle du président de la République, a rejoint hier la cohorte de ministres poussés à la démission depuis 2012 pour leur implication présumée dans des affaires ou des désaccords politiques (lire ci-dessous). Il a quitté hier les fonctions de secrétaire d'État aux Anciens Combattants qu'il occupait depuis avril dernier dans le gouvernement Valls, reconduit le 25 août. Ce proche de Hollande était déjà le ministre délégué à ce poste dans le gouvernement Ayrault depuis le 16 mai 2012.

Son départ intervient après l'ouverture d'une enquête judiciaire sur des soupçons de favoritisme, dans des marchés publics de la région de Toulouse, sa terre d'élection.

M. Arif a été aussitôt remplacé par Jean-Marc Todeschini (lire ci-dessous).



Kader Arif occupait ce poste depuis deux ans. PHOTO MARTIN BUREAU/AFP

Houleux avec Hollande

D'après une source bien informée, l'entretien de la matinée entre Kader Arif et le chef de l'État s'est « très mal passé ». Il aurait notamment reproché au président de « protéger ses amis », en évoquant le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, englué dans des déclarations contradictoires mettant en cause l'ex-Premier ministre François Fillon.

L'enquête qui a provoqué la démission de Kader Arif a été ouverte à Toulouse en septembre, pour vérifier si deux sociétés successives d'organisation de spectacles, dirigées notamment par son frère, puis par ses neveux, ont pu bénéficier de favoritisme pour remporter deux marchés pluriannuels d'un montant de plusieurs millions d'euros avec la Région Midi-Pyrénées.

Le président de la Région, le socialiste Martin Malvy, a réaffirmé hier que l'enquête en cours ne « concer-

nait pas M. Arif » et que ces marchés avaient été passés « après approbation de la commission d'appel d'offres, dans laquelle siègent notamment des élus de l'opposition, en toute transparence ». L'affaire a précisément éclaté lorsque certains de ces élus UMP ont déposé un signalement auprès du procureur de Toulouse faisant état « d'anomalies » dans les relations contractuelles entre la Région et plusieurs sociétés appartenant à des proches parents de M. Arif.

Perquisition au ministère

Une perquisition a eu lieu le 12 septembre au Conseil régional, puis l'enquête préliminaire a été transmise au parquet national financier à Paris. Le 6 novembre, une perquisition a eu lieu au ministère de la Défense, dont dépend le secrétaire d'État aux Anciens Combattants. Aucune pour-

suite n'a été engagée à ce jour contre Kader Arif dans ce dossier.

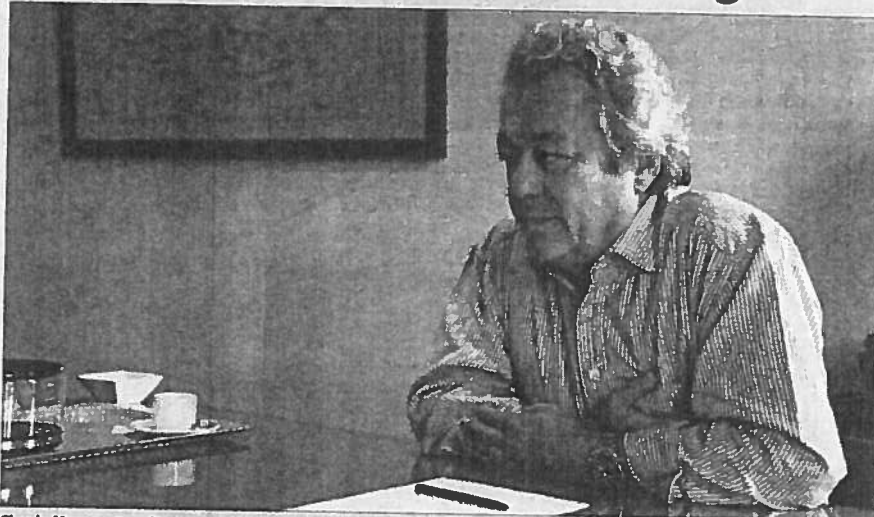
Dans un communiqué à l'AFP, le secrétaire d'État démissionnaire a expliqué son départ par respect pour la fonction ministérielle et pour les commémorations et le monde combattant dont il avait la charge. « Cette décision est aussi l'expression de ma loyauté totale au président de la République et au Premier ministre », a-t-il écrit.

Le Parti socialiste est resté très discret. Démissionner, « c'est la décision qu'il fallait prendre », a jugé Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement. L'UMP s'est abstenue de tout commentaire, tandis que le Front national a vivement réagi. « Ça commence à faire beaucoup dans un même gouvernement », a dénoncé sa présidente Marine Le Pen, critiquant « une déliquescence éthique et morale ».

Salles-d'Angles

CL 22/11/2014

France 5 braque ses caméras sur «SDV» et la mode du burger



Claude Maumont explique que son chiffre d'affaires a progressé de 20% grâce à la mode des burgers.

Photo archives CL

Avec les doigts ou avec des couverts, tout le monde a déjà mangé un hamburger. Cantonné aux fast-food dans un premier temps, le sandwich américain est maintenant présent sur les cartes de nombreux restaurants. Les caméras de France 5 ont choisi le Cognaçais pour illustrer ce phénomène de mode. Elles sont venues tourner un documentaire dans les locaux de la société «SDV, les marchés du monde», basée à Salle-d'Angles lundi dernier. Les journalistes ont rencontré son patron, Claude Maumont, également président de la chambre de commerce et d'industrie de Cognac. *«On commercialise des produits de qualité des cuisines du monde, mais on est aussi les interlocuteurs privilégiés de tous les "diners" qui s'ouvrent en France. Ce sont ces restaurants à la déco très américaine, spécialisés dans les*

burgers, décrypte le chef d'entreprise, depuis deux ans, la progression est colossale, on a augmenté notre chiffre d'affaires de 20% grâce à cet engouement». Le tournage s'est déroulé sur une journée. Patrick Vandenhove, patron du snack-bar Le Cougna, situé place François-I^{er} à Cognac, était aussi de la partie. *«J'ai un Cougna burger sur ma carte depuis quatre à cinq ans, j'ai été un des premiers à en lancer un sur Cognac. Je voulais prendre l'idée du McDo mais en l'amenant à la cuisine française pour sortir de la malbouffe».* Il se fournit en sauce, cornichons et pains spéciaux chez SDV. *«Chez Mégane et Bastien»* à Angoulême et un restaurateur de Périgueux intervient également dans le reportage qui sera diffusé un dimanche soir en janvier.

Julie KOCH

■ Pierrette Dubois,

la présidente du club Soroptimist (Photo CL) et son équipe, organisent une soirée cinéma au Galaxy de Cognac, mardi 25 novembre à 20h, dans le cadre de la journée de l'élimination des violences faites aux femmes. Pour l'occasion, le film «Philoména», réalisé par Stephen Frears, sera à l'affiche. Il est adapté de l'histoire vraie d'une jeune adolescente qui tombe enceinte dans l'Irlande des années cinquante. Tous les bénéfices de cette soirée seront reversés à l'Association socio-éducative de la région de Cognac (Aserc) pour le financement du centre d'aide aux femmes Suzanne-Noël de Cognac. Réservations au 06 15 28 61 16.



Les députés enlèvent 70 millions aux facs

UNIVERSITÉ
L'Assemblée a amputé
en première lecture
leur budget avec l'aval
du gouvernement

Les parlementaires ont considéré, avec l'accord du gouvernement, qu'ils pouvaient encore enlever 70 millions d'euros au budget des universités. Il s'agit d'amendements inclus au projet de loi de finances 2015, adopté mardi en première lecture à l'Assemblée nationale. Pourtant, les universités françaises ont d'énormes difficultés pour boucler leur budget depuis l'autonomie. Plusieurs d'entre elles ont dû se résoudre à des coupes majeures dans leur fonctionnement afin d'y parvenir. Des formations ont été fermées, et le recours aux enseignants en situation précaire a fortement augmenté.

Tout le monde sait également que les universités ne mènent pas grand train. Les locaux sont souvent vétustes, et les salaires des enseignants n'ont rien de mirobolant. Et à la différence des collectivités locales ou de l'État, les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas de marge de manœuvre, puisqu'ils ne peuvent augmenter les droits d'inscription, fixés par l'État.

Mais toutes ces considérations n'ont pas ému les députés. Le secrétariat d'État à l'Enseignement supérieur a justifié le vote en indiquant que le budget restait en hausse de 36 millions sur un montant global de 12,7 milliards.

« Incapacité à fonctionner »

La Conférence des présidents d'université (CPU) a vivement réagi hier. « Le président de la République a fait de la jeunesse une priorité du quinquennat. Nous sommes en contact avec 2,4 millions d'étu-



Sur les 500 millions de budget de l'université de Bordeaux, 330 proviennent de l'État. » 50 »

dants et nous portons une partie de leurs aspirations. [...] Le désarroi est immense, le décalage entre les discours et la réalité qu'ils vivent est dangereux. » Et la CPU s'inquiète même d'une « incapacité à fonctionner ». Car le manque à gagner est réel depuis l'autonomie, entre l'augmentation naturelle de la masse salariale des universités et la part financée par l'État, qui ne bouge pas.

« Si nous avons une baisse des dotations de l'État, cela va devenir difficile, confirme Dean Lewis, vice-président de l'université de Bordeaux. Nous avons déjà programmé un budget délicat à boucler, avec une stabilisation de ces dotations et une hausse de nos charges », ajoute-t-il. Sur les 500 millions de budget de l'université de Bordeaux, 330 proviennent de l'État. Les universités n'ont plus qu'à espérer que les députés changent d'avis en deuxième lecture. Surtout si la grogne s'étend dans les facs.

B. Bz.

50 millions contre le décrochage scolaire

ÉDUCATION NATIONALE L'annonce a été faite par Najat Vallaud-Belkacem. « Il faut traiter à la fois la prévention du décrochage, le rattrapage et la remédiation », dit-elle au « Parisien/Aujourd'hui en France ». « On va donc former les enseignants à détecter précocement les difficultés scolaires, associer les parents à cette démarche », ajoute-t-elle. Par ailleurs, un décret publié jeudi au « Journal officiel » précise que le redoublement va devenir une décision « exceptionnelle », en accord avec les parents et entraînant un accompagnement spécifique des élèves.

La commune veut s'ouvrir à la science

Didier Moreau, directeur de l'espace Mendès-France, centre de culture scientifique, technique et industrielle en Poitou-Charentes, basé à Poitiers, était venu pour échanger sur les bouleversements irréversibles du climat, jeudi, à l'invitation de la commune. Une soirée riche en informations, qui a captivé un public intimiste mais très avide de questions.

« Ce coup de chauffe scientifique », Dominique Petit, maire adjointe à la culture, veut le pérenniser. Didier Moreau, ravi, a proposé de délocaliser l'exposition actuellement visible à l'espace Mendès-France « Le climat change. Et



Didier Moreau et Dominique Petit. PHOTO S. B.

nous ? ». Le oui ne s'est pas fait attendre.

Sandra Balian

CHÂTEAUBERNARD

CL 22/11/2014

Un Suédois ivre fracasse la porte vitrée de l'hôpital

Un Suédois de 21 ans a semé la zizanie dans Cognac et Châteaubernard jeudi soir. Il a une première fois été interpellé près du McDonald's pour ivresse manifeste sur la voie publique. Les policiers l'ont conduit au centre hospitalier de Châteaubernard. Là, il a échappé à la surveillance des médecins et a fracassé la porte vitrée des urgences à coup de pied. Il a continué son périple en dégradant une clôture de la maison de retraite «Les Jardins de Louise», puis en essayant de lever le volet roulant de l'appartement d'un locataire de la résidence. Il a finalement été interpellé une seconde fois par la police peu après minuit. Il a passé la nuit en garde à vue et sera convoqué devant la justice en mars.

CHÂTEAUBERNARD

So 22/11/2014

AS Verriers cyclotourisme. L'association sportive des Verriers cyclotourisme tiendra son assemblée générale vendredi 28 novembre à 18 heures, salle Jean-Tardif.

CHÂTEAUBERNARD

CL 22/11/2014

Didier Moreau pointe du doigt le réchauffement climatique

Jeudi soir, Didier Moreau, directeur de l'espace Mendès-France de Poitiers, centre de culture scientifique, technique et industrielle, a proposé une conférence sur le thème du réchauffement climatique dans la salle du conseil municipal.

L'intervention était étayée par la projection d'«Un printemps sous surveillance», un film de François-Xavier Vives, qui a mis en évidence l'impact d'une augmentation de température de 4°C en un siècle sur les saisons, la faune et la flore terrestres.

Face à son auditoire, Didier Moreau a ensuite commenté les dérèglements évoqués dans le film, notamment celui de l'horloge biologique des mésanges et des grenouilles qui ne «reconnaissent» plus leur milieu naturel. Avec des conséquences sur la survie des espèces en certains endroits du globe: chaîne alimentaire perturbée, carbone en équilibre précaire perturbé par l'activité lunaire, montée des océans de 15 à 75 cm dans les soixante ans qui viennent et ses conséquences sur les populations humaines avec des réfugiés climatiques...

«Les solutions sont politiques», a estimé le conférencier, citant notamment le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) que Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont créé en 1988. GIEC qui a mis en évi-



Didier Moreau fait un constat amer de la situation climatique planétaire.

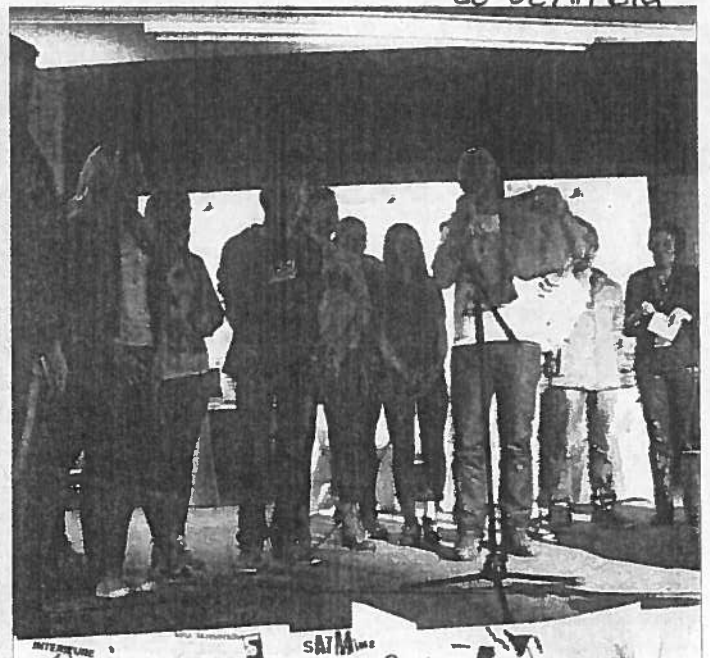
Photo C

dence le trou dans la couche d'ozone. Évoquant aussi le sommet plus récent entre Obama et les dirigeants chinois. «Nos comportements sont contradictoires avec nos certitudes d'aller vers une catastrophe. Une révolution culturelle doit s'engager, a point Didier Moreau. Une des solutions serait d'arriver enfin à maîtriser les applications sur les techniques liées à l'hydrogène. Une ressource énergétique inépuisable.»

Des prix attribués en cascade hier

La 26^e édition du festival des Littératures Européennes a été officiellement inaugurée hier soir à La Salamandre de Cognac. Trois prix ont déjà été remis hier dans la journée. Les collégiens de six établissements des deux Charentes ont été les premiers à récompenser un auteur. Ils ont choisi l'Italien Fabio Geda pour «Dans la mer il y a des crocodiles» (Photo J. K.). Visiblement très ému, l'écrivain s'est félicité de la qualité de la discussion qu'il a eue avec les élèves, «Je suis très touché d'entendre des jeunes de votre âge se poser des questions si profondes.

Cognac a beaucoup de chance d'avoir des jeunes comme vous et vous avez beaucoup de chance d'avoir un événement comme celui-ci». Un peu plus tard dans l'après-midi, c'est le Slovène Drago Jancar qui a obtenu les suffrages des membres du club Soroptimist pour «Cette nuit je l'ai vue». «Ce choix nous est apparu comme une évidence. Il est question d'une femme très forte qui rejette la violence, elle nous ressemble quelque part», a argumenté Pierrette Dubois, présidente du club. Enfin, les salariés des Bouchages Delage ont couronné l'Espagnole Clara Uson pour «La fille de l'Est».



CL 22/11/2014